

Crédit aux SNF – France • août 2020

Les flux mensuels de crédits de trésorerie aux SNF commencent à se normaliser en août

- Le taux de croissance annuel des crédits aux SNF atteint + 13,1 %, après + 12,6 % en juillet, toujours soutenu par le crédit de trésorerie (+ 34,3 % en août, après + 32,0 % en juillet). Les variations mensuelles d'encours de crédits de trésorerie, après avoir atteint des niveaux exceptionnels les mois précédents (sous l'effet des PGE), commencent à se normaliser (cf. graphique en bas à droite).
- La croissance sur un an des crédits à l'investissement reste élevée (+5,7%, après +5,6% en juillet), portée par sa composante équipement (+ 7,8 % après + 7,4 % en juillet), tandis que le crédit à l'immobilier poursuit son ralentissement (+ 2,5 %, après + 2,8 % en juillet et + 3,2 % en juin).

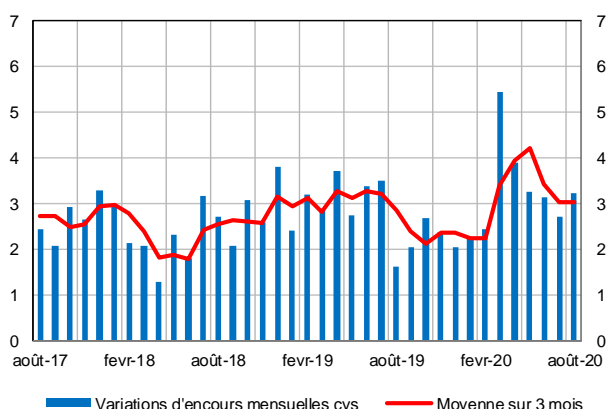
Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut août-20	Taux de croissance annuel brut		
		juin-20	juil-20	août-20
Total	1 187	12,2	12,6	13,1
Investissement	792	5,9	5,6	5,7
Équipement	490	7,7	7,4	7,8
Immobilier	302	3,2	2,8	2,5
Trésorerie	325	30,5	32,0	34,3
Autres	70	15,7	20,1	19,8

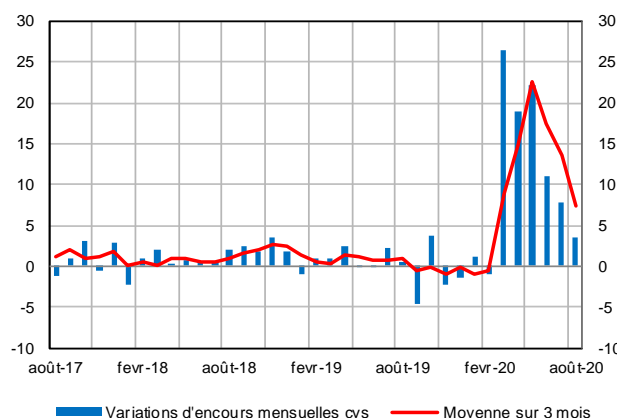
Variations d'encours mensuelles de crédits à l'équipement (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



Variations d'encours mensuelles de crédits de trésorerie (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissements et trésorerie au prorata de leurs encours

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL



Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels. Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevaletur euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

